

Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault (dir.), *La France en guerre 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Éditions Autrement, 2008, 501 p.

Omar Carlier

Quelques semaines avant Mai 1968, Pierre Vianson-Ponté constate que la France s'ennuie, suggérant que cela ne peut durer, sans prophétiser pour autant l'imminence d'une immense mobilisation collective. Quatorze ans plus tôt, en Algérie, rien ne laisse annoncer le surgissement prochain d'une véritable insurrection, sauf les rapports confidentiels d'une poignée de responsables du renseignement. Et quand elle est là, personne, que ce soit à Paris ou à Alger, n'imagine qu'elle puisse déboucher sur la guerre de décolonisation la plus longue et la plus meurtrière de son temps, après celle du Vietnam. Pas même ses protagonistes. Ceux qu'on appellera bientôt les « pieds noirs » n'ont jamais été si nombreux sur les plages, l'été précédent. Quant à la France métropolitaine, elle fait preuve, malgré l'instabilité récurrente de la IV^e République, d'un dynamisme économique, social et culturel impressionnant, et savoure enfin les premiers fruits de cette renaissance, fussent-ils importés de *Cinécita*, après tant d'années de privation. On comprend que la mauvaise nouvelle venue des Aurès ne suffise pas à changer la une de *Paris-Match*, qui offre au regard concupiscent de la gente masculine la plastique d'une Gina Lollobrigida au sommet de sa beauté – Bardot la sauvageonne n'est pas encore entrée en lice.

Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, qui ont fortement contribué au renouvellement des études sur la « guerre d'Algérie », tout en assurant elles-mêmes un passage fécond des générations, sont donc fondées, à partir de cet indice médiatique qu'est *Paris-Match*, à aborder un sujet neuf : l'impact de cette guerre d'indépendance sur la société française ou, plus exactement, la réaction des Français à cette guerre que les pouvoirs publics refuseront, jusqu'au bout, d'appeler par son nom, alors même qu'elle touche finalement le pays comme aucun autre conflit colonial ne l'a fait avant elle, ainsi qu'en témoigne, dès 1956, l'envoi du contingent. *Paris-Match*, archétype de la presse illustrée, n'est-il pas le plus grand hebdomadaire de l'époque, qui tirera bientôt à 1.800.000 exemplaires ?

Ce n'est pas à dire que la question coloniale laisse en France l'opinion indifférente. Charles-Robert Ageron a fait justice de ce cliché – même si le dossier est complexe et devrait, sans doute, être repris sur d'autres bases – en soulignant l'intégration tardive mais efficace de l'idée coloniale et impériale, fortement médiatisée par l'école républicaine, à l'univers symbolique réactivé et reformulé de la Grande Nation. Ou encore, que les conflits de l'heure soient de faible portée. Le traumatisme de Diên Biên Phu est tout proche. Les deux ailes de l'Afrique du Nord sont en effervescence et le même hebdomadaire, *Paris-Match*, n'a pas manqué d'en rendre compte. Mais Pierre Mendès France vient de solder les comptes de l'Indochine avec *maestria*, et renouvelle la performance au moindre coût en désarmant le conflit tunisien, en attendant de faire de même au Maroc. À chaque problème son règlement, selon un

échéancier hiérarchisé et un agenda maîtrisé. On s'inquiète, certes, à propos du pays médian, mais on se rassure, car chacun sait que l'« Algérie c'est la France », comme François Mitterrand et Pierre Mendès France l'assurent le 12 novembre, d'une même voix. Un an plus tard, c'est une autre histoire, et la victoire du Front républicain, finalement représenté à Matignon par Guy Mollet, se fait sur le thème de la paix en Algérie. Il faudra six ans pour y parvenir, après que la « guerre sans nom » aura pris, en cours de route et sous des formes et à des degrés divers, les aspects d'une double guerre civile, entre Algériens, d'abord, entre Français ensuite, jusqu'à précipiter la fin de la IV^e République. Non sans raison, James Le Sueur voit dans cette guerre un conflit intérieur de même magnitude que ceux de l'affaire Dreyfus et du régime de Vichy.

Ce n'est pas à dire non plus que le volet « français » et « métropolitain » de la guerre d'Algérie ait été ignoré par la profession. Jean-Pierre Rioux ouvrait la voie il y a plus de vingt ans, après un premier colloque sur *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*¹, paru en 1988, en élargissant son entreprise éditoriale avec un colloque sur *La guerre d'Algérie et les Français*, publié en 1990, l'année même où Benjamin Stora soutenait sa thèse d'État sur l'histoire politique de l'immigration algérienne en France (1922-1962). Plus tard, Claire Mauss-Copeaux abordait la question des appelés en Algérie, à partir du cas des Vosges, Jean-René Genty celle du contexte régional de la guerre en métropole, à propos du Nord-Pas de Calais. Laure Pitti intégrait le conflit à sa recherche de thèse sur les ouvriers algériens de Renault et Linda Amiri, par ailleurs contributrice à cet ouvrage, prenait pour objet spécifique le volet métropolitain Front de Libération Nationale (FLN) de la guerre d'indépendance. Enfin, il faut souligner l'apport de chercheurs anglais (Jim House et Neil Mac Master) à l'étude de la répression en métropole, sans oublier d'autres travaux européens, notamment allemands (Hartmut Elsenhans avant tout) et italiens, que Gilbert Meynier, auteur d'une *Histoire intérieure du FLN*² ayant fait date, est aujourd'hui le seul à bien connaître. On ne dira pas pour autant que la France pour la guerre d'Algérie ait, à ce jour, trouvé son Robert Paxton.

Toutefois, en dépit de ces nombreuses et diverses avancées, Paris restait mieux étudiée que la province, l'opinion française par trop réduite aux sondages, l'action collective à l'engagement (ou l'inertie) des partis et des syndicats³, la société française elle-même – tant rurale qu'urbaine –, dans la diversité de ses composantes sociales (paysannes, ouvrières, « petites bourgeoises ») et régionales étant quasi absente, en dépit des exceptions relevées plus haut. On mesure mieux à cette aune l'intérêt de l'entreprise collective pilotée par les deux maîtres d'œuvre, le mérite d'un éditeur qui n'a pas ménagé sa peine pour contribuer au renouvellement des études sur cette guerre, et celui d'un centre de recherche, l'Institut d'histoire du temps présent, qui a mis son réseau, dont l'efficacité a depuis longtemps fait ses preuves à propos de la Deuxième Guerre mondiale, de la Résistance et de Vichy, au service de l'entreprise commune. Si le livre publié par Autrement dans sa collection « Mémoires/Histoire » ne prétend pas épuiser toutes ces questions, sa réussite est incontestable. Les directrices de l'ouvrage ont pu constituer en un tout cohérent, après quatre ans de travail, les apports de trente-quatre auteurs de statuts à la fois différents et proches,

¹ Co-dirigé avec Jean François Sirinelli.

² Paris, Fayard, 2002.

³ Même si une recherche de fond sur la CGT et la guerre d'Algérie reste à faire.

le bataillon majoritaire des professeurs d'histoire-géographie du secondaire, dont beaucoup passent du master à la thèse, constituant la colonne vertébrale de cette armée pacifique du savoir. Sans oublier, toutefois, le précieux concours de quelques fonctionnaires à la retraite. Certains auteurs ont mis la main à la pâte à deux ou trois reprises, seuls ou en binôme. L'ouvrage, qui regroupe quarante et une contributions, sans compter le texte d'ouverture, forme ainsi un ensemble de 460 pages réparties en cinq chapitres bien représentatifs du va-et-vient entre orientations des maîtres d'œuvre et réponses concrètes des membres du collectif, comme entre chercheurs et archives. À ces cinq « entrées » : 1. Un écho lointain de l'Algérie dans une France encore très rurale ; 2. Enseignants, étudiants, syndicalistes, chrétiens : des milieux réceptifs ; 3. S'engager sur le sort de l'Algérie ; 4. Réprimer ; 5. Logement et insertion sociale : les enjeux de la guerre, s'ajoutent, heureusement, en une trentaine de pages, de précieux outils de lecture : chronologie, sigles, bibliographie, index des acteurs et des lieux. Relevons aussi la pertinence et la précision de la première contribution. Si l'on tient, avec d'autres, que c'est l'historien qui fait l'archive et « invente » sa documentation, on reconnaîtra volontiers – l'ouvrage en porte témoignage – qu'il fait néanmoins son miel de la qualité en volume et diversité des fonds publics et privés recueillis et classés par des professionnels. Anne-Marie Pathé aide d'emblée le lecteur à en prendre la mesure, notamment à propos des archives départementales et municipales.

Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault se proposaient de « cerner au plus près le vécu de la guerre d'indépendance algérienne » et de « donner à voir les expériences de la guerre au quotidien, dans leur diversité », l'ouvrage remplit en bonne partie ces objectifs en appliquant sa grille à une large gamme de lieux, de situations et d'acteurs. L'enquête oblige le chercheur à resserrer la focale sur la commune, l'usine, le lycée, à mettre au jour les conditions proprement locales de réaction à une guerre qu'on croyait limitée et lointaine, mais qui tue pendant sept ans, par dizaines d'abord, par centaines ensuite, des enfants du département ou de la région, et amorce, en France même, un début de second front. Elle donne à voir le poids des notables et de la presse locale dans la canalisation de l'opinion, la part de l'ignorance ou de l'incertain dans le prolongement des conduites attentistes, le jeu des intérêts locaux et des enjeux électoraux dans le poids des inerties ou le repositionnement des partis (ici et là, le balancier entre poujadistes et gaullistes). Elle révèle le rôle des petites mains et des micro-*leaders* dans l'action collective, ainsi que les tensions sous-jacentes au réflexe patriotique et consensuel, pourtant dominant, notamment lors des cérémonies de deuil. On a là deux des meilleurs passages du livre. Par ailleurs, les directrices ont eu raison d'élargir l'enquête, non seulement aux immigrés algériens, mais aussi aux réactions des départements et communes qui en comptent le moins – un autre point fort de l'ouvrage –, ainsi qu'aux harkis et aux pieds noirs, qui personnalisent sur un autre mode la réalité locale du conflit qui s'achève. Judicieusement encore, l'enquête s'interroge sur des groupes et agents actifs peu étudiés, les lycéens, et pas seulement les étudiants, les enseignants, et pas seulement les « intellectuels » (Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, *Esprit*, *Temps modernes*), la presse locale et régionale, et pas seulement des grands quotidiens et hebdomadaires nationaux, les associations de proximité et pas seulement les grandes structures partisans et syndicales.

Comme toujours, les contributions sont d'ampleur et de qualité différentes. Bien sûr, certains lecteurs estimeront que les objectifs empiriques et théoriques sont

inégalement atteints. Le concept d'expérience n'est pas toujours investi à la hauteur de ses promesses. Les paysans, dont Braudel estime que le mode de vie séculaire est encore présent jusque dans les années 1950 (et dont Henri Mendras n'a pas encore étudié la fin), devront sans doute être observés de plus près. Les plus exigeants, ou les plus impatientes, voudraient que les ouvriers, les artisans et commerçants, les salariés du privé et du public, soient appréhendés davantage dans leur autonomie existentielle au quotidien, sans être ramenés trop vite à la variable syndicale, ou au vote poujadiste. Que les femmes soient regardées de plus près, dans la multiplicité de leurs conditions sociales, non seulement en tant que sœurs, épouses, mères de conscrits, de soldats décédés, mais aussi en tant que membres de la cité, appelées depuis moins de dix ans à voter. On pourrait ajouter, puisqu'il est justement question des militants chrétiens et communistes, qu'une étude consacrée aux protestants et aux juifs eût été bienvenue, ou encore, à propos des inflexions de l'opinion, qu'une approche plus démonstrative de cas précis de glissements électoraux, ou de transferts de militantisme, avait également sa place, par-delà les grandes scissions induites par le retour au pouvoir du général de Gaulle, sous le mandat duquel se déroule la plus longue partie du conflit. Enfin, on aurait pu attendre des directrices une conclusion provisoire et une mise en perspective. On répondra qu'elles nous offrent un *work in progress* (un travail d'étapes), et qu'il était, par définition, impossible de mettre à l'épreuve jusqu'au bout le questionnement de départ, si gros soit l'ouvrage. La matière susceptible d'y répondre est énorme et débouche sur des chantiers de longue haleine, aptes à nourrir pour longtemps, non seulement l'histoire régionale et nationale des sociétés en guerre, mais également l'approche comparée des multiples formes de conflictualité induites dans les métropoles par les luttes émancipatrices des peuples colonisés ou dominés, et même de reprendre à nouveaux frais des questions devenues classiques sur les jeux d'échelle, la micro-histoire, les raisons et les formes de l'action collective. Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault ont eu la volonté et le courage d'ouvrir la voie. Grâce leur soit rendue.